**Le premier test de résistance en son genre révèle que les établissements financiers africains ne sont pas préparés à affronter les risques liés à la nature**

*La modélisation réalisée par Vivid Economics by McKinsey & Company et FSD Africa montre que l'impact de la destruction de la nature pourrait doubler les pertes sur les prêts accordés à certains secteurs et souligne la nécessité d'agir sans tarder.*

**Le 23 juin 2022 : Nairobi** - Un nouveau rapport publié par *Vivid Economics by McKinsey* et par FSD Africa - l'agence de développement du secteur financier financée par le Royaume-Uni-souligne l'importance pour les établissements financiers de débloquer les avantages potentiels de l'investissement dans les entreprises protégeant et développant la nature.

En appliquant une analyse inédite à trois banques privées et aux systèmes financiers de la Zambie, de l'Égypte, du Ghana, de l'île Maurice, du Kenya et de l'Afrique du Sud, le rapport montre que pour les portefeuilles de prêts les plus exposés, par exemple en Zambie et au Ghana, les risques liés à la nature dans les secteurs de l'agriculture et de l'extraction pourraient presque doubler les pertes prévues d'ici à 2030.Cela réduirait de plusieurs millions de dollars américains la valeur desportefeuilles de prêts. Ces risques liés à la nature sont comparables aux risques liés au climat observés dans des secteurs similaires.

Le rapport montre que les établissements financiers pourraient tirer profit d'un ajustement des stratégies d'investissement vers des résultats positifs pour la nature. Par exemple, les actions visant à protéger et à développer la nature et l'évolution de la demande des consommateurs pourraient vraisemblablement créer des opportunités de croissance élevée dans les produits agricoles de base tels que les protéines alternatives. Le rapport estime que la demande de cultures liées aux protéines alternatives cultivées en Afrique, telles que la canne à sucre et les légumineuses, pourrait augmenter de 15 à 36 % d'ici 2030.

Le rythme rapide auquel la nature se dégrade et les conséquences graves des points de basculement environnementaux rendent plus probable une action mondiale ambitieuse en matière de consommation et de politique pour faire face à la crise de la nature.

Dans le scénario d'une action politique ambitieuse, les impacts liés à la nature sont importants, en particulier pour les secteurs de l'agriculture et des industries extractives, et nécessitent donc une attention immédiate. Les portefeuilles de capitaux propres pourraient connaître des changements de valeur compris entre -2 % et -5 % pour l'agriculture dans la plupart des pays, et entre +1 % et -4 % pour les industries extractives.

Si l'on en croit les tendances actuelles, l'Afrique se rapproche de points de basculement environnementaux tels que la conversion de la forêt pluviale du bassin du Congo en savane, la perturbation de la mousson ouest-africaine, le dépérissement des récifs coralliens dans le sud-est de l'Afrique et la désertification de 45 % des terres africaines. Ces risques physiques sont complexes et difficiles à modéliser, mais ils peuvent rendre les entreprises non viables dans des secteurs tels que l'agriculture pluviale, la recherche pharmaceutique et le tourisme. Par exemple, le stress hydrique dans les zones les plus touchées d'Afrique pourrait entraîner une augmentation des prix des produits agricoles essentiels de 15 à 30 % d'ici 2030.

Compte tenu de la matérialité des risques liés à la nature que le rapport démontre, les établissements financiers africains sont encouragés à s'engager dans les normes mondiales pour la gestion et la divulgation des risques financiers liés à la nature, telles que le Groupe de travail sur les divulgations financières liées à la nature (TNFD).

Le rapport représente la première application dans un contexte réel de l'approche LEAP d'évaluation du risque lié à la nature, qui a été publiée en mars de cette année pour consultation par le TNFD. S'il démontre que, même à ce stade de son élaboration, le cadre peut être utilisé pour générer des conclusions exploitables, les établissements financiers en Afrique peuvent contribuer à son élaboration pour refléter les défis particuliers auxquels ils sont confrontés.

Les régulateurs africains peuvent également jouer un rôle central en communiquant clairement leurs plans concernant la gestion des risques liés au climat et à la nature ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre des recommandations sur les risques liés à la nature publiées par le Network for Greening the Financial System *{Réseau pour l'écologisation du système financier}*. Le rapport suggère que pour traiter efficacement et de manière holistique les risques et opportunités environnementaux, les régulateurs et les établissements financiers pourraient considérer conjointement les risques liés à la nature et au climat dès le départ, dans le cadre d'une structure intégrée.

**Mark Napier, PDG de FSD Africa, a déclaré :**

“*Les impacts du passage à une société respectueuse de la nature sont importants et déjà en cours. Il y a des avantages considérables à saisir, mais les établissements financiers doivent mettre en place de nouvelles approches de gestion de portefeuille qui anticipent l'évolution de la réglementation, les préférences des consommateurs et les dommages économiques considérables que les points de basculement dans les systèmes naturels essentiels pourraient causer. Une bonne gestion pourrait faire pencher la balance entre la croissance et le déclin des portefeuilles sur tout le continent.”*

**Robin Smale, Directeur chez Vivid Economics by McKinsey :**

‘*’La crise de la nature est tout aussi urgente que la crise climatique, et exige une action rapide. En mettant pour la première fois en pratique le cadre beta du TNFD, notre nouvelle recherche avec FSD Africa démontre l'exposition du secteur financier africain aux opportunités et risques matériels liés à la perte de la nature. La compréhension critique des liens entre la nature, le changement climatique et les affaires peut aider les établissements financiers à renforcer leur résilience et à profiter des opportunités offertes par un avenir net zéro et positif pour la nature’’*.

**- FIN -**

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Elliot Thornton

Hudson Sandler

FSDAfrica@hudsonsandler.com

Tel: +44 20 7710 8935

Nelson Karanja

Directeur, Communications & Engagement

FSD Africa

**nelson@fsdafrica.org**

Kerry Naidoo

Directeur de Communications pour l’Afrique

McKinsey & Company

Kerry\_Naidoo@mckinsey.com

+27 66 489 9792

**À propos de FSD Africa**

FSD Africa est une agence de développement spécialisée œuvrant à la réduction de la pauvreté par le renforcement des marchés financiers en Afrique subsaharienne. Basée à Nairobi, l'équipe d'experts du secteur financier de FSD Africa travaille aux côtés des gouvernements, des chefs d'entreprise, des régulateurs et des décideurs politiques pour concevoir et élaborer des programmes ambitieux qui permettent aux marchés financiers de mieux fonctionner pour tous. Créée en 2012, FSD Africa est constituée en tant que société à but non lucratif limitée par garantie au Kenya. Elle est financée par l'aide britannique du gouvernement du Royaume-Uni.

**À propos de Vivid Economics by McKinsey**

Vivid Economics by McKinsey est un cabinet de conseil en économie stratégique doté de vastes compétences en matière de durabilité et de macroéconomie. Le cabinet aide ses clients de tous les secteurs dans le monde entier à naviguer avec succès sur les risques et les opportunités présentés par la transition de l'ensemble de l'économie vers un avenir plus durable. Elle a une empreinte mondiale, réalisant des projets dans plus de 60 pays et employant plus de 250 consultants, scientifiques des données et développeurs de solutions. Vivid Economics a été rachetée en 2021 par le cabinet mondial de conseil en gestion McKinsey & Company.

.